



## PRESSE

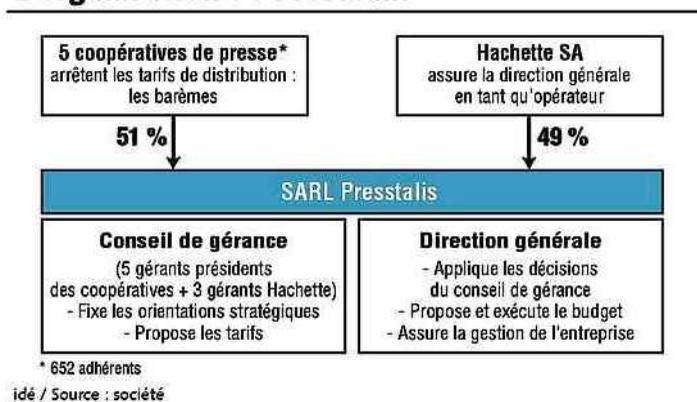
**Non seulement les négociations n'ont pas avancé lors de la réunion d'hier à Matignon, mais elles auraient même reculé selon nos informations : Lagardère aurait en effet émis le souhait de sortir de Presstalis sans attendre.**

# Presstalis : nouvelles tensions entre Lagardère et les éditeurs

Les réunions se suivent et se ressemblent, sans que la situation ne semble pouvoir se débloquer réellement. Ainsi, celle qui s'est tenue hier à Matignon s'est à nouveau soldée par un constat de désaccord entre les éditeurs de presse et le groupe Lagardère sur le financement du plan de sauvetage de Presstalis (ex-NMPP). Selon nos informations, elle s'est terminée par un appel au médiateur nommé il y a dix jours par le Premier ministre, Roch-Olivier Maïstre, qui doit recontacter les parties afin de les amener à rapprocher leurs positions.

Or celles-ci semblent s'être à nouveau éloignées. Après plusieurs mois de blocage, le groupe Lagardère avait accepté de consentir un effort, la semaine précédente son assemblée générale. L'inspecteur des finances Bruno Mettling avait chiffré à 125 millions d'euros les besoins de financement nécessaires à la remise à flot de la messagerie de presse. 70 millions devaient être répartis entre Lagardère, premier actionnaire de Presstalis, avec 49 % de son capital, et les éditeurs de presse, qui en détiennent les 51 % restants par le biais de cinq coopé-

### L'organisation de Presstalis



ratives. Le groupe Lagardère, qui souhaitait jusque-là limiter son effort au prorata de son activité dans le chiffre d'affaires de Presstalis, avait finalement accepté d'aller au-delà. Le groupe aurait alors proposé d'apporter ses 49 % de MediaKiosk, la société qui gère les kiosques en France, valorisés entre 15 et 20 millions d'euros. Et de participer au financement du solde pour un maximum de 15 millions d'euros.

Aujourd'hui, selon nos informations le groupe ajouterait un souhait à cette proposition : celui de

sortir de Presstalis dès maintenant, en tout cas sans attendre la mise en place du plan Mettling.

### « Déclaration de guerre »

Une idée que certains éditeurs ont ressentie comme « une déclaration de guerre ». Ils souhaitaient de leur côté que Lagardère apporte une cinquantaine de millions d'euros (en acceptant qu'une partie de cette somme soit constituée des 49 % de MediaKiosk), tandis qu'eux-mêmes auraient apporté les 20 millions restants. Chez Lagardère, on se refusait hier à tout

commentaire. « On travaille », affirme Pierre Leroy.

Compte tenu de l'ampleur des négociations restant à mener, certains éditeurs commencent à manifester sérieusement leur inquiétude. Car un accord doit être trouvé avant le 27 mai, date du prochain conseil de gérance. Les commissaires aux comptes, qui devront alors clôturer les comptes, risquent de devoir déclencher une procédure d'alerte, s'ils estiment que la continuité de l'exploitation n'est plus assurée. Ce serait la première étape vers un dépôt de bilan.

On sait que, si des réformes et une recapitalisation ne sont pas entreprises très rapidement, certaines échéances de trésorerie pourraient ne pas être assurées au cours de l'été. Selon le rapport Mettling, les pertes d'exploitation ont atteint 40 millions d'euros en 2009 et sont encore évaluées à 28 millions cette année. Mais la perte risque d'être plus importante si les réformes prennent du retard. Lors de la présentation des grands prix du SPQN (voir ci-contre), Francis Morel, directeur général du « Figaro », a lui-même estimé que le coût de 125 millions estimé par le rapport Mettling pourrait ne pas être « exhaustif ».

ANNE FEITZ